SOCIETE D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE

ALM ACTIONS FRANCE

PROSPECTUS

FONDS D'INVESTISSEMENT A VOCATION GENERALE

FIA soumis au droit français

FIA respectant les règles d'investissement et d'information de la directive 2009/65/CE

I. CARACTERISTIQUES GENERALES

1. Forme du FIA : SICAV

2. Forme juridique et état membre dans lequel le FIA a été constitué :

SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE (SICAV) de droit français sous forme de société par actions simplifiée sans conseil d'administration.

3. Dénomination : ALM ACTIONS FRANCE

Siège social : 14 rue Auber – 75009 Paris

4. Date de création et durée d'existence prévue :

La SICAV a été immatriculée au RCS le **18/09/1998** pour une durée de 99 ans.

5. Synthèse de l'offre de gestion :

Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Montant minimum de souscription
FR0000284499	Capitalisation et/ou distribution*	Euro	Tous souscripteurs	1 action

*Capitalisation et/ou distribution du résultat net et des plus values sur décision de la société de gestion

6. Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel, le dernier état périodique, la dernière valeur liquidative du FIA ainsi que, le cas échéant, l'information sur ses performances passées :

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès d'**AGICAM** – 14 rue Auber – 75009 Paris.

Des explications supplémentaires peuvent être obtenues auprès de la société de gestion.

II. ACTEURS

1. **Déléataire de gestion financière, administrative et comptable**

La société de gestion a été agréée le 30 décembre 2003 par l'Autorité des marchés financiers), sous le numéro GP 03-027 (agrément général).

AGICAM

14, rue Auber – 75009 Paris

SA à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 6 969 080,04 euros

www.agicam.fr

2. **Dépositaire et conservateur :**

Les fonctions de dépositaire et de conservateur sont assurés par :

BNP Paribas Securities Services

Société en Commandite par Actions

Établissement de crédit, agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

Siège social : 3, rue d'Antin - 75002 Paris

Adresse postale : Grands Moulins de Pantin, 9 rue du débarcadère, 93500 Pantin

3. **Prime Broker :** Néant

4. **Commissaire aux comptes titulaire :**

KPMG (SA)

Adresse postale :

KPMG S.A. Audit - Financial Services

2, avenue Gambetta

CS 60055 - 92066 Paris La Défense

Siège social :

3, Cours du Triangle - Immeuble le Palatin -

92939 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Représenté par Madame Isabelle BOUSQUIE

5. **Commercialisateurs**

LA MONDIALE et ou une des sociétés du Groupe AG2R LA MONDIALE

Société d'assurance mutuelle sur la vie et de capitalisation

Siège social : 32 avenue Emile Zola, MONS-EN- BAROEUL 59896 Lille Cedex9

Bureaux parisiens : 104-110 boulevard Haussmann – 75379 Paris Cedex 08

6. **Sous- Déléataire**

La gestion comptable a été sous déléguée. Elle consiste principalement à assurer la gestion comptable de la SICAV et le calcul des valeurs liquidatives :

BNP Paribas Fund Services

3, rue d'Antin

75002 Paris

Adresse postale : Petits Moulins de Pantin, 9 rue du débarcadère, 93500 Pantin

7. **Conseillers :** Néant

8. **Centralisateur des ordres :** AGICAM

9. **Identité de l'établissement en charge de la centralisation des ordres de souscription et de rachat :** BNP Paribas Securities Services par délégation de la société de gestion

Dans le cadre de la gestion du passif de la SICAV, les fonctions de centralisation des ordres de souscription et de rachat, ainsi que de tenue du compte émetteur des actions sont effectuées par le dépositaire (par délégation de la Société de Gestion) en relation avec la Société Euroclear France, auprès de laquelle la SICAV est admise.

10. Gouvernance de la SICAV :

La liste des membres de direction de la SICAV ainsi que les fonctions exercées dans d'autres sociétés figurent dans le rapport annuel de la SICAV mis à jour à l'issue de chaque exercice.

III. MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA GESTION

Caractéristiques générales

1. Caractéristiques des actions :

- **Code ISIN** : FR0000284499
- **Nature du droit attaché à la catégorie d'actions** : Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle à la fraction du capital qu'elle représente.
- **Modalités de tenue du passif** : La tenue du passif est assurée par le dépositaire. Il est précisé que l'administration des actions est effectuée en Euroclear France.
- **Droits de vote** : Chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par la loi et les statuts.
- Agicam a arrêté une politique d'exercice des droits de vote dans un document intitulé « Politique de vote d'Agicam » à laquelle se conforme le gérant de la SICAV. Ce document est disponible sur simple demande auprès d'Agicam.
- **Forme des actions** : Les actions pourront revêtir la forme au porteur ou nominative, au choix des souscripteurs.
- **Décimalisation des actions** : Actions entières.

2. Date de clôture :

Dernier jour de bourse du mois de décembre de chaque année.(Première clôture : fin décembre 1999).

3. Indications sur le régime fiscal :

Dominante fiscale : la SICAV est éligible au PEA.

La fiscalité applicable est en principe celle des plus values sur valeurs mobilières du pays de résidence de l'actionnaire, suivant les règles appropriées à sa situation (personne physique, personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés, autres cas...). Les règles applicables aux actionnaires résidents français sont fixées par le Code général des impôts.

En cas de distribution, l'imposition des actionnaires est fonction de la nature des titres détenus en portefeuille, en raison du principe de transparence fiscale : l'administration fiscale considère que l'actionnaire est directement détenteur d'une fraction des instruments financiers et liquidités détenus dans la SICAV.

D'une manière générale, les actionnaires de la SICAV sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal ou de leur chargé de clientèle habituel afin de déterminer les règles fiscales applicables à leur situation particulière. Cette analyse pourrait, selon le cas, leur être facturée par leur conseiller et ne saurait en aucun cas être prise en charge par la SICAV ou le délégataire de la gestion financière.

Dispositions particulières

1. Code ISIN : FR0000284499

2. Classification : Actions françaises.

La SICAV est en permanence exposée à hauteur de 60 % au moins sur le marché des actions françaises. La SICAV investit au minimum 75% de son actif sur le marché actions.

3. OPC d'OPC : Jusqu'à 10% de l'actif net du FIA.

4. Objectif de gestion :

La SICAV ALM Actions France a pour objectif d'afficher une performance en ligne avec son indice, l'indice CAC 40 (dividendes net réinvestis) tout en maîtrisant le niveau du tracking-error ou l'écart de suivi. Celui-ci devra se situer à un niveau inférieur à 5% de la volatilité de l'indicateur de référence.

5. Indicateur de référence : Indice CAC 40 dividendes nets réinvestis (Code Bloomberg : NCAC)

Cet indice est représentatif des 40 plus grandes capitalisations de la Bourse de Paris. Il est calculé à partir des cours de clôture des valeurs qui le composent. Le poids de chaque titre est pondéré par sa capitalisation boursière. L'indice retenu inclut les dividendes nets.

6. Stratégie d'investissement :

1. Stratégies utilisées

La stratégie utilisée consiste à choisir les actions parmi les grandes capitalisations du marché français sur la base d'une approche fondamentale. Le gestionnaire s'autorise à investir dans des actions qui peuvent ne pas être comprise dans l'indice de référence. Il s'agit dans ce cas de moyennes ou grandes capitalisations françaises ou de grandes capitalisations étrangères.

Une approche fondamentale est utilisée pour effectuer la sélection des titres.

Elle consiste dans un premier temps à analyser les critères qualitatifs : caractéristiques du secteur, le positionnement relatif de la société, la qualité des équipes de direction, l'évolution prévisible des marges, le renouvellement des produits ou services ...

Dans un second temps, l'analyse va porter sur l'étude des critères quantitatifs : la valorisation relative de la société rapportée à la croissance attendue de son activité à court et moyen terme, le ROI, la structure de bilan, la liquidité du titre....

Elle aboutit à une sélection diversifiée de valeurs. A cela s'ajoute une analyse sectorielle permettant de compléter la démarche de façon à limiter les surexpositions ou sous-expositions sectorielles dans le but de maîtriser le tracking-error ou l'écart de suivi.

La répartition sectorielle utilisée correspond à celle définie par la Société Dow Jones dite de niveau 1. La limite des sur / sous-expositions est fixée à 50%.

La SICAV respecte les règles d'investissement et d'information de la directive 2009 / 65/ CE modifiée.

2. Les actifs (hors dérivés)

a) Actions :

La SICAV est en permanence investie à hauteur de 75% au moins en titres éligibles au PEA, dont 60% minimum en actions françaises. .

La SICAV peut également investir en actions étrangères à hauteur de 10% maximum de l'actif. Il s'agit alors de grandes capitalisations sans zone géographique prépondérante ni secteur précis.

b) Titres de créances et instruments du marché monétaire :

La SICAV peut investir jusqu'à 20% de son actif net en titres de créances et instruments du marché monétaire. Il peut s'agir de BTAN ou OAT d'une durée supérieure à un an ou de billets de trésorerie, certificats de dépôt et bons du trésor d'une durée inférieure à une année.

c) Parts ou actions d'OPC de droit français ou de droit étranger ou de fonds d'investissement de pays tiers :

La SICAV se réserve la possibilité d'investir jusqu'à 10 % de son actif en parts ou actions d'OPCVM de droit français ou européens. Il s'agit essentiellement d'OPC externes issus du processus de sélection des gérants. Toutefois l'équipe de gestion se réserve la possibilité d'investir dans des OPC gérés (directement ou par délégation) par Agicam ou une autre entité du groupe AG2R La Mondiale. Ces OPC sont passés régulièrement en revue et font l'objet d'un arbitrage si les objectifs de gestion ne sont pas respectés.

3. Les instruments dérivés

Le gérant pourra investir sur les instruments dérivés suivants :

Nature des marchés d'intervention :

- réglementés
- organisés.

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- risque actions
- risque de change.

Nature des interventions, l'ensemble des opérations étant limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- couverture du risque de change
- exposition au risque action.

Nature des instruments utilisés :

- futures
- options.

Stratégies d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion : couverture générale du portefeuille, couverture du risque de change et exposition au risque action.

Dans ce cadre, la SICAV utilise des contrats sur l'indice CAC afin d'exposer la trésorerie de la SICAV au marché actions. La SICAV pourra dans l'avenir utiliser des achats d'options sur actions dans le but de sensibiliser le portefeuille à un secteur ou à une valeur en particulier.

Ces opérations seront effectuées dans la limite de 100 % maximum de l'actif de la SICAV.

4. Titres intégrant des dérivés :

Les éventuels bons ou droits de souscription détenus le seront suite à des opérations affectant les titres en portefeuille. Le FIA n'a pas vocation à acquérir ce type d'actifs directement.

5. Les dépôts : Néant

6. Les emprunts d'espèces

La Sicav ne procède en principe pas à des emprunts d'espèces. Il peut cependant arriver que le compte courant soit ponctuellement débiteur. La Sicav pourra dans ce cas procéder temporairement à des emprunts d'espèces dans la limite de 10 % de l'actif net de la SICAV.

7. Les opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres

La SICAV se réserve le droit de procéder à des cessions temporaires de titres dans la limite de 75% sur chaque ligne.

Nature des opérations utilisées :

- o Prises et mises en pension
- o Prêts et emprunts de titres

Nature des interventions : l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- Gestion de trésorerie
- Optimisation des revenus de la SICAV

Rémunération : des informations complémentaires figurent à la rubrique frais et commissions.

7. Profil de risque :

Risque de perte en capital :

La perte en capital se produit lors de la vente d'une action à un prix inférieur à sa valeur d'achat. La SICAV n'est pas garantie, l'investissement initial peut donc ne pas être remboursé.

Risque actions :

Sur ces marchés le cours des actifs peut fluctuer selon les anticipations des investisseurs et entraîner un risque pour la valeur des actions. Le marché actions a historiquement une plus grande variation des prix que celle des obligations. En cas de baisse des marchés actions, la valeur liquidative de la SICAV baissera. La SICAV investit au minimum 75% de son actif sur le marché action. Elle est tout particulièrement exposée au marché des actions françaises qui représente au minimum 60% de l'actif.

Risque de taux :

Le risque de taux est le risque de dépréciation des instruments de taux découlant de la variation des taux d'intérêt. A titre d'exemple, le prix d'une obligation à taux fixe tend à baisser en cas de hausse des taux d'intérêt. La Sicav étant principalement investie en actions le risque de taux est limité à 20% ;

Risque de crédit :

La SICAV peut investir dans des produits de taux dans la limite de 20%. Le risque de crédit correspond au risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses engagements. Celui-ci est quasi nul dans le cas d'investissement en OAT, BTF et BTAN, instruments financiers de l'Etat Français.

Risque de change :

La SICAV peut être exposée accessoirement au risque de change dans le cas où des titres composant le portefeuille sont libellés dans une autre devise que l'euro à savoir la livre sterling, le franc suisse et le dollar US.

Risque de contrepartie :

La SICAV est exposée au risque de faillite, de défaut de paiement ou à tout autre type de défaut de toute contrepartie avec laquelle il aura conclu un contrat ou une transaction. Il est particulièrement exposé au risque de contrepartie résultant de son recours à des Instruments financiers à terme ("IFT") négociés de gré à gré, et aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres.

8. Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :

Souscripteurs concernés : Tous souscripteurs

La SICAV sert de support à des contrats d'assurance - vie libellés en unités de compte et convient à des investisseurs institutionnels ou personnes physiques souhaitant placer une part de leurs actifs dans un portefeuille diversifié d'actions françaises libellé en Euros, dans une perspective d'investissement à long terme.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cette Sicav dépend de la situation personnelle de chaque investisseur. Pour le déterminer, il convient de tenir compte du patrimoine personnel, des besoins actuels, de la durée recommandée de ce placement mais également du souhait de prendre des risques du fait de la volatilité inhérente au marché des actions .Il est également recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques d'un seul OPC.

9. Durée de placement recommandée : Supérieure à 5 ans.

10. Modalités de détermination et d'affectation des sommes distribuables :

Capitalisation et/ou distribution: L'Assemblée Générale décide chaque année de l'affectation des sommes distribuables.

11. Caractéristiques des actions :

Les actions sont libellées en Euros et non décimalisées.

12. Modalités de souscription et de rachat :

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées chaque jour de bourse avant 12 heures auprès de **BNP Paribas Securities Services** Grands Moulins de Pantin, 9 rue du débarcadère, 93500 Pantin et sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative (valeur inconnue) calculée sur les cours de clôture du jour de la centralisation des demandes. Les demandes de souscription et de rachat parvenant après 12 heures sont exécutées sur la base de la valeur liquidative suivant celle mentionnée ci-dessus.

Le délai entre la date de centralisation de l'ordre de souscription/rachat et la date de règlement de cet ordre par le dépositaire au porteur est de 3 jours ouvrés maximum (règlement à J+2).

Les souscriptions et rachats ne peuvent porter que sur un nombre entier d'actions.

La valeur d'origine de l'action est fixée à 152,45 Euros.

13. Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative :

La valeur liquidative est calculée quotidiennement à l'exception des jours de fermeture des marchés de la Bourse de Paris (calendrier officiel : Euronext) et des jours fériés bancaires.

En application de l'article L. 214-24-41 du code Monétaire et financier, le rachat par la SICAV de ses actions, comme l'émission d'actions nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

La valeur liquidative est publiée quotidiennement et est disponible dans les locaux du commercialisateur et d'Agicam.

14. Frais et Commissions :

Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FIA servent à compenser les frais supportés par le FIA pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise au FIA	valeur liquidative × nombre d'actions	3% maximum TTC
Commission de souscription acquise au FIA	Néant	Néant
Commission de rachat non acquise au FIA	Néant	Néant
Commission de rachat acquise au FIA	Néant	Néant

Cas d'exonération de commission de souscription : réinvestissement du dividende.

Frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FIA, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtages, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de sur performance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le FIA a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au FIA ;
- des commissions de mouvement facturées au FIA ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

Frais facturés au FIA	Assiette	Taux barème
Frais de gestion et frais de gestion externes à la société de gestion (Cac, dépositaire, distribution, avocats)	Actif net	1,20% TTC Taux maximum
Commissions de mouvement : <i>Prestataires percevant des commissions de mouvement :</i>	A chaque transaction	Néant
Commission de surperformance	Néant	Néant

Rémunération des acquisitions et cessions temporaires de titres :

Cette rémunération dépend des conditions du marché au moment du déclenchement d'une telle opération. La rémunération de cette opération est au bénéfice exclusif de la SICAV.

Description succincte de choix des intermédiaires :

Le suivi de la relation entre Agicam et les intermédiaires financiers fait l'objet de procédures formalisées afin de garantir une gestion dans l'intérêt exclusif de ses clients (politique de meilleure exécution et de meilleure sélection qui fixe des critères pour sélectionner un intermédiaire).

Toute entrée en relation fait l'objet d'une validation par le comité de sélection des intermédiaires grâce à des indicateurs adaptés à chaque type de produit (actions de grande capitalisation, actions de petite capitalisation, obligations privées, emprunt d'état...) afin de garantir la préservation de l'intérêt de l'investisseur. Le poids accordé à chaque critère dépend de la nature du processus d'investissement concerné.

IV. INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Les demandes d'information et les documents relatifs à la SICAV peuvent être obtenus en s'adressant directement au délégataire de la gestion financière : AGICAM- 14 rue Auber – 75009 Paris

Les demandes de souscription et de rachat relatives à la SICAV sont centralisées auprès de son dépositaire :

BNP Paribas Securities Services

3, rue d'Antin - 75002 Paris

Adresse postale : Petit Moulin de Pantin, 9 rue du débarcadère, 93500 Pantin

Les informations concernant les critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) sont disponibles auprès d'Agicam et se trouvent sur son site, www.agicam.fr, ainsi que dans les rapports annuels de la SICAV.

V. REGLES D'INVESTISSEMENT

Conformément aux dispositions du Code Monétaire et Financier, les règles de composition de l'actif et les règles de dispersion des risques applicables à ce FIA doivent être respectées à tout moment. Si un dépassement de ces limites intervient indépendamment de la société de gestion ou à la suite de l'exercice d'un droit de souscription, la société de gestion aura pour objectif prioritaire de régulariser cette situation dans les plus brefs délais, en tenant compte de l'intérêt des porteurs d'actions du FIA.

VI. RISQUE GLOBAL

La méthode de calcul du risque global du FIA sur les instruments financiers à terme est celle du calcul de l'engagement tel que définie au Règlement général de l'AMF.

VII. REGLES D'ÉVALUATION DE L'ACTIF

La SICAV est conforme aux règles et méthodes comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPC.

La devise de comptabilité est l'EURO.

Le portefeuille est évalué lors de chaque valeur liquidative sur la base des cours de clôture et à l'arrêté des comptes selon les règles d'évaluation précisées ci-dessous :

1 - Règles d'évaluation de l'actif

- ◆ Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués au prix du marché selon les critères suivants :
 - les obligations et actions européennes sont valorisées au cours de clôture,
 - les titres étrangers au dernier cours connu.
- ◆ Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affectés, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.
Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire.
- ◆ Les titres de créances négociables dont la durée de vie est inférieure à 3 mois sont valorisés au taux de négociation d'achat. Un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN.
- ◆ Les titres de créances négociables dont la durée de vie est supérieure à 3 mois sont valorisés au taux de marché.
- ◆ Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
- ◆ Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur selon les conditions du contrat d'origine.
- ◆ Les autres instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.
- ◆ Les warrants ou bons de souscription obtenus gratuitement lors de placements privés ou d'augmentation de capital seront valorisés dès leurs admissions sur un marché réglementé ou l'organisation d'un marché de gré à gré.

- ◆ Les contrats :
 - Les opérations sur les marchés à terme ferme sont valorisées au cours de compensation et les opérations conditionnelles selon le titre du support.
 - La valeur de marché pour les contrats à terme ferme est égale au cours en euro multiplié par le nombre de contrats.
 - La valeur de marché pour les opérations conditionnelles est égale à la traduction en équivalent sous-jacent.
 - Les swaps de taux sont valorisés au taux de marché conformément aux dispositions contractuelles.
 - Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur de marché.

- ◆ Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité du conseil d'administration de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

2 - Méthode de comptabilisation

- Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des revenus des instruments financiers de taux est celui du coupon couru.

- La comptabilisation de l'enregistrement des frais de transaction se fait en frais inclus.

STATUTS DE LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE

ALM ACTIONS FRANCE

Forme juridique : Société par Actions Simplifiée
Siège social : 14 rue auber– 75009 PARIS
420 116 832 RCS PARIS

TITRE I

Forme, Objet, Dénomination, Siège Social, Durée de la Société

Article 1 - Forme

Il est constitué entre les détenteurs d'actions ci-après créées et de celles qui le seront ultérieurement une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) sous forme de société par actions simplifiée régie notamment par les dispositions du Code de Commerce (articles L 227-1 à L 227-20), du code Monétaire et Financier (livre II – Titre I – Chapitre IV), leurs textes d'application, les textes subséquents et par les présents statuts.

La Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) a été créée sous forme d'une Société anonyme et immatriculée à Paris en date du 6 août 1998. Elle a été transformée en Société par actions simplifiée suivant décision de l'assemblée générale mixte en date du 24 avril 2012 statuant à l'unanimité.

Article 2 - Objet

Cette société a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille d'instruments financiers et de dépôts.

Article 3 - Dénomination

La Société a pour dénomination : **ALM ACTIONS FRANCE** suivie de la mention "Société d'Investissement à Capital Variable" accompagnée ou non du terme "SICAV".

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au : 14 rue auber - 75009 Paris.

Article 5 - Durée

La durée de la société est de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II

Capital, Variations du Capital, Caractéristiques des Actions

Article 6 - Capital social

Le capital initial de la SICAV s'élève à la somme de 7.622.450,86 euros, divisé en 50.000 actions entièrement libérées. Il a été constitué intégralement par versement en numéraire.

Le regroupement ou la division des actions est possible par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Les actions pourront être fractionnées, sur décision du Président ou d'un Directeur Général en dixièmes, centièmes, millièmes, dix-millièmes dénommées fractions d'actions.

Les dispositions des Statuts réglant l'émission et le rachat d'actions sont applicables aux fractions d'action dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de l'action qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions des statuts relatives aux actions s'appliquent aux fractions d'action sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Article 7 - Variations du capital

Le montant du capital est susceptible de modification, résultant de l'émission par la société de nouvelles actions et de diminutions consécutives au rachat d'actions par la société aux associés qui en font la demande.

Article 8 - Émissions, rachats des actions

Les actions sont émises à tout moment à la demande des associés et des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Toute souscription d'actions nouvelles doit, à peine de nullité, être entièrement libérée et les actions émises portent même jouissance que les actions existant le jour de l'émission.

En application de l'article L.214-24-33 du Code Monétaire et Financier, le rachat par la société de ses actions, comme l'émission d'actions nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par, le Président ou le Directeur Général quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des associés le commande.

Lorsque l'actif net de la SICAV est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des actions ne peut être effectué.

Article 9 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative de l'action est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées dans le prospectus.

En outre, une valeur liquidative instantanée indicative sera calculée par l'entreprise de marché en cas d'admission à la négociation.

Article 10 - Forme des actions

Les actions pourront revêtir la forme au porteur ou nominative, au choix des souscripteurs.

En application de l'article L.211-4 du Code Monétaire et Financier, les titres seront obligatoirement inscrits en comptes tenus selon le cas par l'émetteur ou un intermédiaire habilité.

Les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez l'émetteur, et s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La société peut demander contre rémunération à sa charge, le nom, la nationalité et l'adresse des actionnaires de la SICAV, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux conformément à l'article L.211-5 du code monétaire et financier.

Article 11 - Admission à la négociation sur un marché réglementé

Les actions peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé selon la réglementation en vigueur.

Dans ce cas, la SICAV devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de son action ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle à la fraction du capital qu'elle représente.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque et notamment, en cas d'échange ou de regroupement, les propriétaires d'actions isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Article 13 - Indivisibilité des actions

Tous les détenteurs indivis d'une action ou les ayants droit sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne nommée d'accord entre eux, ou à défaut par le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social.

Les propriétaires de fractions d'actions peuvent se regrouper. Ils doivent, en ce cas, se faire représenter dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, par une seule et même personne qui exercera, pour chaque groupe, les droits attachés à la propriété d'une action entière.

TITRE III ***Administration et Direction***

Article 14 - Président de la Société

La SICAV est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

La SICAV a délégué la gestion de son portefeuille globalement à une société de gestion. Aussi, les fonctions de Président et de Directeur Général sont obligatoirement exercées par un mandataire ou un représentant de la Société de Gestion afin de garantir que les décisions d'investissement de la SICAV sont prises par la société de gestion.

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Le Président est désigné par décision collective des associés statuant à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Président ne doit pas dépasser les soixante-dix ans. Lorsqu'en cours de fonction cette limite d'âge aura été atteinte, le Président sera réputé démissionnaire d'office et sera procédé à la désignation d'un nouveau Président.

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective à la majorité des associés autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Par exception à la disposition qui précède, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Article 15 - Procès-verbaux des décisions de la Présidence.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés soit par le Président ou par un Directeur Général. En cas de liquidation de la société, ils sont certifiés par un seul liquidateur.

Article 16 - Pouvoirs du Président.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'associés.

Le Président représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir toutes délégations partielles de ses pouvoirs à toute personne de son choix.

Article 17 - Directeurs Généraux

Le Président peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées de l'assister avec le titre de Directeur Général.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux est fixé à deux.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure du Président, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

A l'égard des tiers, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Président, le Directeur Général, conserve, sauf décision contraire de l'assemblée, ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

Le Directeur Général est nommé sans limitation de durée.

Article 18 - Rémunérations

Les rémunérations du Président et du Directeur Général sont déterminées par l'assemblée ; elles peuvent être fixes ou, à la fois, fixes et proportionnelles.

Article 19 - Dépositaire

L'établissement dépositaire, désigné par le Président est le suivant :

**BNP Paribas Securities Services,
3, rue d'Antin
75002 Paris**

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 20 - Le prospectus

Le Président, un Directeur Général ou la société de gestion, lorsque la SICAV a déléguée globalement sa gestion, a tous pouvoirs pour apporter au prospectus de la SICAV, éventuellement, toutes modifications propres à assurer la bonne gestion de la Société, le tout dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires propres aux SICAV.

TITRE IV Commissaire aux Comptes

Article 21 - Nomination - Pouvoirs - Rémunération

Le Commissaire aux Comptes est désigné pour six exercices par le Président après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, parmi les personnes habilitées à exercer ces fonctions dans les sociétés commerciales.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1. A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
2. A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
3. A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes. Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du Commissaire aux Comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle la composition de l'actif et les autres éléments avant publication.

Les honoraires du Commissaire aux Comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le Président de la SICAV au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Le commissaire aux comptes atteste les situations qui servent de base à la distribution d'acomptes.

TITRE V

Assemblées Générales

Article 22 - Assemblées générales

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi applicable aux sociétés anonymes, excepté pour la nomination du Président de la Société dont les modalités de désignation sont fixées par l'article 14 des statuts.

L'Assemblée Générale annuelle, qui doit approuver les comptes de la Société, est réunie obligatoirement dans les cinq mois de la clôture de l'exercice.

Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de réunion.

Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de la propriété de ses titres, sous la forme d'un enregistrement comptable de ses titres au troisième jour ouvré précédent l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. Cette inscription doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'associé.

Un associé peut se faire représenter conformément aux dispositions de l'article L.225-106 du Code de Commerce.

Un associé peut également voter par correspondance dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par un Directeur Général. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des assemblées sont certifiés, soit par le Président soit par un Directeur Général. Ils peuvent également être certifiés par le secrétaire de l'assemblée.
En cas de liquidation de la société, ils sont certifiés par un seul liquidateur.

TITRE VI

Comptes Annuels

Article 23 - Exercice social

L'exercice social commence le lendemain du dernier jour de Bourse de Paris du mois de décembre et se termine le dernier jour de Bourse de Paris du même mois l'année suivante.

Toutefois, par exception, le premier exercice comprend toutes les opérations effectuées depuis la date de création jusqu'au 31 décembre 1999.

Article 24 - Modalités d'affectation des sommes distribuables

Le Président arrête le résultat net de l'exercice qui, conformément aux dispositions de la loi, est égal au montant des intérêts, arrérages primes et lots, dividendes, et tous les autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de la SICAV, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion, de la charge des emprunts et des dotations éventuelles aux amortissements.

Les sommes distribuables sont constituées par :

1° Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;

2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus values.

Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

Les modalités précises d'affectation du résultat et des sommes distribuables sont définies dans le prospectus.

TITRE VII

Prorogation, Dissolution, Liquidation

Article 25 - Prorogation ou dissolution anticipée

Le Président peut, à toute époque et pour quelque cause que ce soit, proposer à une assemblée extraordinaire la prorogation ou la dissolution anticipée ou la liquidation de la SICAV.

L'émission d'actions nouvelles et le rachat par la SICAV d'actions aux associés qui en font la demande cessent le jour de la publication de l'avis de réunion de l'assemblée générale à laquelle sont proposées la dissolution anticipée et la liquidation de la société, ou à l'expiration de la durée de la société.

Article 26 - Liquidation

Les modalités de liquidation sont établies selon les dispositions de l'Article L.214-12 du code monétaire et financier.

À l'expiration du terme fixé par les statuts ou en cas de résolution décidant une dissolution anticipée, l'assemblée générale règle sur la proposition du Président, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs. Le liquidateur représente la société. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible. Sa nomination ne met pas fin aux pouvoirs du commissaire aux comptes.

Le liquidateur peut, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire faire l'apport à une autre société de tout ou partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou décider la cession à une société ou à toute autre personne de ses biens, droits et obligations.

Le produit net de la liquidation, après le règlement du passif, est réparti en espèces, ou en titres, entre les associés.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation les mêmes attributions que durant le cours de la société ; elle a, notamment, le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus au liquidateur.

Date de dernière mise à jour des statuts : 11/02/2015